

Unité bidépartementale du Calvados  
et de la Manche

Caen, le 16/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **PRESTIA GK MP**

Rue du Poirier  
ZI  
14651 CARPIQUET

Références : APi/14-2022-287

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/06/2022 dans l'établissement PRESTIA GK MP implanté Rue du Poirier ZI 14651 CARPIQUET. L'inspection a été annoncée le 25/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PRESTIA GK MP
- Rue du Poirier ZI 14651 CARPIQUET
- Code AIOT dans GUN : 0005302858
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société GALVALEK est spécialisée dans le traitement de surface de différentes pièces.  
Le site est classé IED au titre de la rubrique ICPE n°3260 (traitement de surface des métaux).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 septembre 2021

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Réparation de la cuve de rinçage	AP de Mise en Demeure du 06/09/2021, article 2	/	Sans objet
Vérification de l'étanchéité des des cuves de traitement de surface	AP de Mise en Demeure du 06/09/2021, article 2	/	Sans objet
Mise en conformité de l'étanchéité des cuves de traitement de surface	AP de Mise en Demeure du 06/09/2021, article 2	/	Sans objet
Mise à jour des garanties financières	AP de Mise en Demeure du 06/09/2021, article 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société GALVALEK a répondu aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 septembre 2021, qui peut donc être levé.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Réparation de la cuve de rinçage

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/09/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réparation de la cuve de rinçage
<b>Prescription contrôlée :</b> sous un délai de 3 semaines : réparer la cuve de rinçage qui présente des fuites, pour respecter les dispositions de l'article 21-4 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2007 susvisé ou la vider pour faire cesser tout risque ;
<b>Constats :</b> L'exploitant a précisé par courrier du 6 août 2021 que la cuve de rinçage a été vidée le 4/8/2021 pour expertise. Cette cuve a fait l'objet par un prestataire spécialisé de réparations en août 2021 (12 fissures ont été réparées).  Cette cuve a par la suite été remise en service en août 2021.  Compte tenu des déformations observées de la cuve lors de la remise en service, l'exploitant a pris la décision de la vider.  L'exploitant a répondu à l'article 2 - 1er point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6/09/2021.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Vérification de l'étanchéité des des cuves de traitement de surface

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/09/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification de l'étanchéité des des cuves de traitement de surface
<b>Prescription contrôlée :</b> sous un délai de 3 mois : mettre en œuvre un plan de vérification de l'étanchéité des cuves de traitement de surface, tuyauteries, robinetterie et rétentions associés conformément aux dispositions des articles 21-4 et 21-7 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2007 susvisé. L'exploitant présente à l'inspection des installations classées l'état des lieux réalisé et le plan prévisionnel des travaux de mise en conformité rendus nécessaires ;
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par courrier du 29 octobre 2021 un plan de vérification des cuves de traitement de surface, tuyauteries, robinetteries et rétention.  L'exploitant a répondu à l'article 2 – 2ème point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6/09/2021.  Ce plan de vérification a conduit l'exploitant à procéder à certaines réparations de cuves (avec une société spécialisée) ou à mettre hors services certaines cuves.  A l'issue des échanges techniques, l'inspection des installations classées recommande de compléter le plan de vérification actuel en inspectant périodiquement le dessous des cuves (partie inaccessible) posées sur des longrines ou des plots béton. Cette vérification peut être réalisée à l'aide d'une caméra déportée par exemple.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Mise en conformité de l'étanchéité des cuves de traitement de surface

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/09/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en conformité de l'étanchéité des cuves de traitement de surface
<b>Prescription contrôlée :</b> sous un délai de 8 mois : mettre en conformité l'étanchéité des cuves de traitement de surface, tuyauteries, robinetterie et rétentions associés conformément aux dispositions des articles 21-4 et 21-7 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2007 susvisé ;
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis un courrier le 29 octobre 2021 visant à mettre en conformité l'étanchéité des cuves de traitement de surface.  L'exploitant a répondu à l'article 2 – 3ème point de l'arrêté préfectorale de mise en demeure du 6/09/2021.  L'exploitant a apporté depuis cette réponse des modifications : <ul style="list-style-type: none"><li>- sur le plan organisationnel, l'équipe de maintenance interne de l'exploitant a été renforcée par l'arrivée d'une quatrième personne. Ce service a réalisé un nettoyage des installations au niveau des cuves en sous sol. Ce service réalise périodiquement des rondes dans l'installation (1 fois par semaine), notamment en sous sol au niveau des cuves/tuyauteries pour détecter d'éventuelles fuites ;</li><li>- sur le plan technique, l'exploitant a eu de nombreux échanges avec des spécialistes pour réparer les cuves de traitement de surface. Le remplacement complet de certaines cuves initialement envisagé a été abandonné au profit d'un chemisage de certaines cuves, qui consiste à remplacer la peau interne de la cuve par une paroi en polypropylène de 20mm d'épaisseur. Chaque cuve est composée d'une double paroi, soit en métal soit en polypropylène. Une cuve a ainsi été chemisée en mai 2022, puis remise en service. La rétention a également fait l'objet de réparations par une société spécialisée dans les parties accessibles.</li></ul> L'inspection des installations classées retient que la partie des cuves en sous sol reste humide (principalement au niveau de la cuve de dézingage), due à certaines égouttures de pièces traitées voire à une ventilation insuffisante.  L'inspection des installations classées est donc favorable à la mise en place de rondes périodiques en sous sol, afin de détecter au plus tôt d'éventuels désordres (fuites, déboitement de tuyauteries...).
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Mise à jour des garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/09/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise à jour des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> sous un délai de 2 mois : de constituer les garanties financières actualisées conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2014 susvisé.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par courrier du 27 septembre 2021 les garanties financières actualisées de son site (avec une nouvelle période de validité du 01/07/21 au 30/06/23).  L'exploitant a répondu à l'article 2 - 4ème alinéa de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6/9/2021.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet